



Fraudes et faillite chez les Grands de ce monde : le cas révélateur de Enron

Cela fait la une des pages économiques et financières de tous les journaux du monde : la transnationale texane du pétrole ENRON, sponsor de George W Bush, est en pleine faillite. Les employés voient leurs retraites partir en fumée. Enron dissimulait ses dettes dans des filiales off-shore pour surévaluer ses actions. Depuis que le pot-aux-roses a été découvert il y a quelques semaines, celles-ci ne valent plus que 50 cents... alors qu'elles se transigeaient à plus de 100,00 \$ il y a un an à peine.

ATTAC-Québec présente ici un dossier monté par **Transnationle.org**, une association vouée à la surveillance des grandes entreprises championnes de la mondialisation néolibérale. Outre les nombreuses manipulations comptables dont les dirigeants de Enron se sont rendus coupables, il convient de noter leur utilisation « hallucinante » - et sans doute judicieuse – des **paradis fiscaux**. (Voir document en annexe)

Enron est-il « too big to fail » ?

Il n'y a finalement plus qu'un espoir pour le premier groupe mondial de négoce sur les matières premières : qu'il soit devenu trop gros, que ses plus de 15 milliards de dettes pèsent trop lourd pour que ses créanciers puissent accepter de le voir mettre la clé sous la porte.

Une chose est sûre : sa défaillance est aussi spectaculaire que l'ascension qui l'a précédée. Et ce n'est pas peu dire.

Enron est né en 1985 de la fusion de deux distributeurs de gaz naturel, Houston Natural Gas et Internorth. Seize ans plus tard, c'est la septième plus importante entreprise des Etats-Unis, selon le classement Fortune 500. Au gaz, elle a ajouté la distribution d'électricité et les transmissions à haut débit sur un réseau de près de 25.000 kilomètres. Mais ce qui fait sa force et sa réputation, c'est le trading : l'an dernier, elle échange pour plus de 860 milliards de dollars de matières premières énergétiques. Autant dire qu'elle fait la pluie

et le beau temps sur le marché. C'est ainsi qu'Enron et son patron Kenneth Lay sont devenus la fierté de Houston, Texas. En l'an 2000, tandis que la nouvelle économie n'en finit pas de toucher le fond, l'action Enron gagne 90% et le groupe dépasse les 100 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Ses 26.000 employés sont répartis dans 40 pays. A la texane, Enron et Kenneth Lay n'ont pas le triomphe modeste.

Jeffrey Skilling succède à Ken Lay au début de l'année 2001. Il annonce aussitôt que le cours de l'action Enron va doubler, pour atteindre 126 dollars. Hier soir, à la clôture, il cotait précisément 61 cents.



Kenneth Lay of Enron, victim of CEO abuse

Un PDG qui a l'oreille du président Bush : les pratiques frauduleuses de Enron éclabousseront-elles l'administration ? Il est à craindre que toute l'affaire sera étouffée.

L'incendie a démarré le 16 octobre. Enron annonce une provision de plus d'un milliard de dollars à la suite de l'effondrement de la valeur de ses investissements. Mieux : 1,2 milliard de dollars de son capital sont partis en fumée à la suite de plusieurs transactions obscures, dont l'une au moins concerne un véhicule d'investissements dirigé par le directeur financier d'Enron, Andrew Fastow (il a été remercié depuis, tout comme Jeffrey Skilling).

Le pot aux roses est découvert en quelques jours, et conduit les enquêteurs de la Securities & Exchange Commission tout droit dans les bureaux imposants du géant texan. Enron a multiplié les structures ad hoc pour lever des fonds venus financer son trading, sans que leurs dettes n'apparaissent à son bilan.

À peine plus d'un mois plus tard, les

actionnaires d'Enron sont ruinés, à commencer par des employés qui cotisent à sa caisse de retraite et viennent de lui intenter un procès. De découvertes de nouvelles pertes remontant à 1997 en dégradations successives de la notation de sa dette par les agences de « rating », voilà les obligations émises par Enron ramenées hier au rang de simples « junk bonds ».

Du coup, moins de trois semaines après avoir promis le mariage, Dynegy, le négociant en matières premières, filiale de Chevron Texaco, dit avoir été trompé sur la marchandise et remballé son offre. Il ne reste plus aux créanciers, à commencer par les banques JP Morgan et Citigroup, qu'à sauver ce qui peut l'être. C'est à dire probablement pas grand chose.

Thierry ARNAUD, *La Tribune.fr* - 29/11/2001

Des pratiques illégales

Enron a illégalement bloqué les transactions du plan d'épargne d'entreprise (401(k) accounts) de ses employés, les empêchant ainsi de vendre des actions Enron. La valeur de l'action Enron a été divisée par 100 en moins d'un an, elle a perdu 70% depuis l'annonce des résultats trimestriels, le 16 octobre 2001. Certains employés ont ainsi perdu des centaines de milliers de dollars d'épargne pour leur retraite. Les employés ont porté plainte en nom collectif (class action suit) contre la direction.
(BUSINESS WIRE, 20 novembre 2001)

En 1998, la commission des opérations de bourse américaine (Securities and Exchange Commission, SEC) avait demandé à Enron d'expliquer ses finances, en particulier celles d'une société des îles Caïmans, JEDI II ou Joint Energy Development Investments II, à statut de partenariat (limited liability partnership, LLP) créée pour faire disparaître des dettes du bilan.
(Bloomberg, 30 octobre 2001)

Plus récemment, la SEC a questionné Enron sur les activités de deux LLP, LJM Cayman et LJM2 Co-Investment, achetés par Enron à deux de ses propres managers, Andrew Fastow, directeur financier du groupe et Michael Kopper, président d'Enron Amérique du Nord. Certains investisseurs pourraient porter plainte pour fraude et citent des possibles conflits d'intérêts.
(Reuters, 5 novembre 2001)

A propos du conglomérat Enron

(Source : solidariteprogres.online.fr - février 2001)

Le conglomérat texan Enron Corporation est l'un des acteurs principaux de la crise énergétique californienne. Entreprise pionnière dans le processus de « financiarisation de l'énergie » par lequel on utilise une position dominante sur le marché, couplée à l'usage de produits dérivés, dans un but de contrôle ou de manipulation des marchés clés de l'énergie ou de l'électricité, et bien qu'on ne produise soi-même que très peu ou pas du tout - d'électricité. Enron est une entreprise de trading, le plus grand trader dans le domaine de l'énergie à l'échelle des États-Unis, avec 13 milliards de dollars d'actifs au bilan et des investissements dans une trentaine de pays. Alors que les distributeurs californiens se trouvent au bord de la faillite en raison des prix exorbitants exigés par Enron et les autres intermédiaires, les bénéfices du géant texan pour le quatrième trimestre 2000 ont augmenté de 33 %, ses revenus ayant quadruplé. Le rapport d'activité mentionne que « cette augmentation est surtout due aux opérations de trading sur l'énergie, les prix ayant monté abruptement avec des quantités supérieures de gaz et d'électricité vendues. Pour l'exercice 2000, les revenus se sont élevés à 1,27 milliards de dollars, contre moins d'un 1 milliard l'exercice précédent .»

Il y a 13 ans, Enron était encore une petite entreprise distributrice de gaz, soumise à la régulation. Avec la déréglementation du gaz, puis de l'électricité, elle est devenue en 1992 un trader agressif, sorte de grossiste en énergie entre le producteur et le distributeur. Le directeur d'Enron, Kenneth Lay, associé de longue date de la dynastie Bush, fut l'un des grands promoteurs de la déréglementation au niveau fédéral. Après

la défaite de son ami George Bush Sr. aux élections présidentielles de 1992, Lay a engagé à titre de consultants deux anciens ministres de son gouvernement, le secrétaire d'Etat James Baker III et le secrétaire au Commerce Robert Mosbacher. Ils devaient faciliter l'accès d'Enron aux ressources énergétiques internationales. Le général (cr) Thomas Kelly, directeur des opérations de l'état major interarmes lors de la guerre du Golfe, a siégé de 1991 à 1993 au conseil d'administration d'Enron. Les trois hommes ont accompagné l'ancien président Bush au Koweït en 1993, rapporte Seymour Hersch du *New York Times*, afin d'« aider » Enron à obtenir un contrat pour la reconstruction de centrales électriques détruites pendant la guerre.

Les liens entre Enron et les intérêts du clan Bush restent solides. Lay ainsi que sa compagnie Enron ont versé plus de 550 000 dollars à la campagne électorale de George W. Bush au poste de gouverneur du Texas. Pendant la campagne présidentielle de 2000, Lay a levé plus de 100 000 dollars pour Bush Jr. Le candidat a pu utiliser les jets de la compagnie pour ses déplacements de campagne. 250 000 dollars ont été versés par Enron pour l'organisation de la Convention républicaine et 100 000 autres dollars pour la cérémonie d'entrée en fonctions du nouveau Président. En récompense de sa générosité, Lay a été nommé « conseiller de transition » au département de l'Énergie. Deux autres anciens membres du Conseil consultatif d'Enron font partie du nouveau gouvernement: Lawrence Lindsay, conseiller économique de la Maison Blanche et Robert Zoellick, représentant des États-Unis pour le commerce.

Commentaires d'un membre d'ATTAC-Belgique, diffusés sur le forum ATTAC

Qu'une firme tente d'escamoter quelques malversations ou opérations malencontreuses, elles le font toutes. Quand cela prend des proportions extravagantes, elles s'ingénient à y impliquer autant de monde que possible pour garantir un recouvrement raisonné et adapté. Enron n'a pas fait exception à cette règle.

Dans l'énumération historique qui a été faite, il y a lieu de faire des liens avec d'autres événements pour comprendre ce qui s'est véritablement passé. Je n'ai aucune preuve tangible de ce que j'avance, rien que des faits. Mais ils sont tellement gros qu'il est difficile de voir à côté de ceux-ci.

Enron était une entreprise industrielle au départ, chargée de la distribution d'énergie. Dans le courant de la décennie précédente, elle a été piqué par un virus sournois comme bien d'autres entreprises, celui de l'argent facile à gagner. Comme toutes les sociétés de son secteur, Enron négocie sa matière première (gaz, électricité, pétrole,...) sur les marchés spécialisés, essentiellement à Chicago et New York. Comme toutes les entreprises de son secteur qui se respectent et affirment pratiquer une gestion moderne, Enron effectue des opérations de couvertures (hedging), afin, dans un premier temps, de stabiliser ses revenus. Jusque là, rien à redire.

Enron, avec la famille Bush et tout ce qui tourne autour, a de l'ambition. Une énorme ambition. La liste des filiales démontre par ailleurs le dynamisme de ce géant. L'ingénierie financière est en pleine expansion dans les années 90. Les ordinateurs devenant plus performants et la communication plus souple, le (ou les) département chargé de la couverture se croit en mesure de dicter la loi dans les marchés. Enron se met à devenir non plus un négociant traditionnel opérant en fonction de ses propres besoins, mais un intermédiaire pour les autres. Enron agit donc dans le marché comme contrepartie.

Les marchés des matières premières énergétiques étant relativement étroits, si on

des assises financières importantes, il est possible de manipuler les cotations. Enron - et elle n'est pas la seule à avoir constaté cette possibilité - pousse calmement le prix du pétrole à la hausse. Et ceci à partir de 1998-99. Pourquoi ?

Une raison très simple. Enron s'est engagée, avec cinq autres entreprises américaines du même secteur (Williams Cos, Sempra Energy, PG&E Corp, Duke Energy Corp, El Paso Corp) et deux canadiennes (Foothills Pipe Lines (filiale de TransCanada Pipe Lines) et Westcoast Energy Inc) à la construction d'un oléoduc reliant les gisements pétroliers d'Alaska au États-Unis. Les deux firmes canadiennes prendraient la partie canadienne à leur charge, Enron assurerait la liaison jusqu'à Chicago. Cet engagement est vieux de plus de 30 ans, mais est réactivé par Enron. Les compagnies pétrolières intéressées (ExxonMobil, BP et Phillips Petroleum) restent toutefois sceptiques et n'y voient aucune rentabilité. Elles chiffrent le coût de l'opération à quelques 17 milliards de dollars rien que pour la partie américaine.

Étrangement, à partir de 1999 le prix du baril se met à augmenter. En moins d'un an et demi il triplera - tout comme les bénéfices des compagnies pétrolières et d'Enron. Si on juxtapose le graphique de l'évolution du cours du pétrole et celui d'Enron, la forme est identique. La hausse du brut est due à une pénurie, prétend-on. Les stocks des compagnies pétrolières américaines sont tellement tendus que ces dernières ne peuvent faire face à une demande accrue. Or, dès 1999 l'économie américaine décline. La demande n'a pas pu augmenter de cette envergure.

De fait, lorsqu'on analyse les opérations dans le marché, on constate une explosion subite et soutenue des volumes traités. À première vue, rien d'anormal. En effet, si tous les professionnels se convainquent que le pétrole ne peut qu'augmenter, mieux vaut acheter aujourd'hui à terme ce que l'on aura besoin les mois plus tard. De la sorte, on fixe aujourd'hui le prix de ce qu'on consommera plus tard. C'est précisément la

fonction d'un marché à terme.

Les volumes croissent donc et atteignent à certains moments cinq fois la production mondiale quotidienne du pétrole (environ 70 millions de barils par jour, dont plus ou moins 40% livrés par les membres de l'OPEP). Si cette augmentation était réellement due à une crainte majeure, on aurait dû constater une augmentation analogue du nombre de contrats en circulation : je me prémunis pour six mois, achète donc mon pétrole à six mois et ai un contrat confirmant cet achat : le volume dans le marché aura augmenté d'un contrat et le nombre de contrats en circulation aussi. Or, si le volume croît, le nombre de contrats en circulation ne croît pas dans la même proportion. Il varie de quelques millions, parfois une bonne dizaine de millions de barils, alors que le volume progresse d'une séance à l'autre de parfois 400 millions de barils !

On déduit donc que le volume est gonflé par les va-et-vient incessants de contrats lors d'une séance. Si je reprends les chiffres plus haut, sur les 400 millions traités, 10 proviennent de nouveaux contrats émis et le solde, 390 millions, de va-et-vient, d'aller-retour, de... spéculation pure et simple. Spéculation qui n'a d'autre but que de pousser le prix à la hausse. Il se fait que durant cette époque, Enron s'arrose la plus grande part du marché. Peu avant sa mise en faillite en novembre dernier, Enron représentait à elle seule un quart du marché mondial ! Qui négociait des matières premières énergétiques dans les marchés spécialisés avait une chance sur quatre d'avoir Enron comme contrepartie ! En 2000, Enron occupait une part plus importante encore.

Le but de la situation était de faire grimper le prix du pétrole de telle manière à ce que ce projet d'oléoduc devienne rentable. Enron a été inspirée à agir de la sorte car, dans l'intervalle, Bush Jr se lance dans la campagne présidentielle et a toutes les chances de représenter le parti républicain. Enron soutient à fond Bush, allant jusqu'à lui prêter sa flotte aérienne privée pour ses déplacements.

La hausse subite de l'or noir frappe durement les États-Unis qui, je le souligne,

était déjà en déclin à l'époque. Les distributeurs du l'Ouest américain ne parviennent plus à joindre les bouts et se voient contraints de faire des coupures régulières dans leur distribution. Parmi ces distributeurs, nous retrouvons la PG&E citée plus haut. C'est que PG&E a agi comme Enron, préférant jouer ses disponibilités dans les marchés financiers plutôt que d'investir dans du concret. Il faut croire que PG&E n'a pas spéculé à la hausse, ou du moins pas suffisamment.

La campagne présidentielle bat son plein, l'économie américaine s'effrite. Bush l'emporte par un tour de passe-passe, l'investissement d'Enron semble réussir. On parle même dans les milieux proches de George que Kenneth Lay deviendra le prochain ministre de l'Énergie du pays. Notez que ce dernier a déboursé 100 000 dollars pour le gala d'investiture du nouveau président en janvier, comme cela, bénévolement. Ken Lay dicte de toute façon au nouveau président la politique énergétique du pays.

D'une part, il faut faire fi des accords de Kyoto. Le président obtempère. Ensuite, il faut veiller à ce que les gisements d'Alaska puissent être exploités intégralement. Le président obtempère à nouveau et modifie la législation en matière de territoires protégés en conséquence. Tout va donc pour le mieux. Oui mais, l'économie dégringole toujours, même que son recul s'accélère. Comment dans ces conditions assurer ne fut-ce que le maintien d'un prix du pétrole élevé ? Qui dit déclin conjoncturel, dit automatiquement baisse de production et baisse de consommation, donc baisse des prix des matières premières. Enron s'acharne néanmoins. Ken Lay souffle à l'oreille du président de mettre les pays de l'OPEP sous pression : qu'ils réduisent leur production.

De son côté, Dick Cheney, un magnat à sa façon dans le pétrole, n'a qu'une idée : construire un oléoduc depuis les gisements de la Mer Caspienne, traversant l'Afghanistan et le Pakistan pour rejoindre l'Océan Indien. L'idée de Cheney est simple : celui qui assure le débit du pétrole détient la clé du pouvoir mondial. On s'active, palabre avec le régime Taliban. Comme cela n'avance pas de ce côté-là, on

envisage de le faire par la force. Dès le mois de mai de cette année, Bush et sa clique prépare un plan dans ce sens.

Dans l'intervalle, Bush accumule les gaffes politiques et diplomatiques, devient la risée de tout le monde et même dans son pays, on commence à le critiquer ouvertement. Son inertie dérange. On prétend qu'il prend trop de vacances. Son administration, émanant presque entièrement du secteur pétrolier (seul Colin Powel n'en fait pas partie) brille d'incompétence. Il faut redorer dare-dare le blason, redresser cette situation.

Le 11 septembre survient - je vous laisse le soin de désigner les commanditaires véritables de ces odieux attentats. Le monde entier s'émeut et l'administration Bush met les bouchées doubles. Elle fonce et met son projet mûrement élaboré préalablement à exécution. Le pétrole a très peu réagi à cet événement. Une semaine de panique à peine. Dans l'attente de l'invasion de l'Afghansitan, les États-Unis augmentent la pression sur l'OPEP. Celle-ci rechigne. C'est qu'elle se rappelle comment elle a été bernée un an auparavant par ces mêmes Américains - certes il s'agissait de Clinton à l'époque - qui l'avait pressée d'augmenter la production pour réduire l'envolée du baril. Or rien n'avait empêché cet envol. Pour cause, puisque Enron poussait spéculativement le cours à la hausse.

La conjoncture américaine s'enfoncé inexorablement. Les baisses successives des taux d'intérêt directs de la Réserve fédérale n'y font rien. Bush donne l'ordre et les bombardements commencent. Au premier jour, le prix du baril grimpe. Mais un seul et unique jour ! Quelle tristesse. On ne parvient pas à faire augmenter ce fichu prix. La pression sur l'OPEP et sur les autres producteurs s'intensifie. On finit par trouver un accord. 1,5 million de barils en moins par jour plus 500.000 provenant des non-OPEP. La Russie assène un coup de grâce. Alors qu'on attendait d'elle une réduction de l'ordre de 250 à 300 000, elle n'en accepte une que de 50 000 (relevée depuis jusqu'à 150 000). Une goutte dans cet océan noir. Le prix chute derechef et Enron est incapable de résister. Elle a épuisé ce qu'il lui restait de moyens d'intervention, se voit contrainte de sauver

les meubles et demande un concordat. Cela aboutira finalement à la liquidation.

Opération tout à fait ratée donc. Mais comme les combats sont engagés, il faut poursuivre. Peut-être finira-t-on par sauver d'autres choses dans l'intervalle. Oui, mais c'est sans compter sur les Russes. Il est clair que pour Bush et sa clique, cette guerre doit durer longtemps, doit déstabiliser cette partie du monde, riche en or noir, de sorte à relever son prix. Dans cette perspective, il ne faut pas avancer trop vite. On bombarde donc à côté d'abord, on empêche les troupes de Moudjahidin de foncer, on ne tolère aucune troupe de la coalition (les Français sont retenus pendant plus de quinze jours en Ouzbékistan, ne recevant pas l'autorisation de se rendre à Mazar-e-Charif ! Soi-disant refus des autorités ouzbeks !?). On exige des Moudjahidins qu'ils évitent la prise de Kaboul. Et que font les Russes pendant ce temps ? Ils arment les Moudjahidins, leur fournissent des moyens de locomotion, le carburant, l'artillerie et les poussent à prendre au plus vite Kaboul. Ils y débarquent même en guise de force de police ! Les Américains pestent. Ce n'était pas prévu. Cheney n'avait pas écrit le scénario de cette façon. Ils en oublient même de continuer à répandre leur bacille du charbon durant cette semaine.

Aujourd'hui, la Russie met les Américains en garde contre une prolifération de leur campagne guerrière. Pas touche à l'Irak, est-il dit en substance ! Depuis ces événements, on voit une recrudescence des tensions palestino-israéliennes. Comme si Arafat en avait besoin (!). On se demande bien qui peut jeter de l'huile sur ce feu-là. Suivez mon regard ... Oui, Enron, Bush et le pétrole sont la clé du problème actuel, un problème basement marchand, basement égoïste, ne visant qu'à se remplir les poches et abusant de la crédulité des Américains et de la vassalité des alliés.

Quel triste monde que le nôtre !

Jean-Pierre Avermaete
chon@pandora.be

**ANNEXE – Enron dans les paradis fiscaux
Structures ad hoc / filiales offshore**

[pays]	[nom de la filiale]		
Aruba	Duck Lake International A.V.	Iles Caïmans	El Brazil Water Investments Ltd
Barbades	ACCROSERV SRL	Iles Caïmans	Electricidad Enron de Venezuela Holdings Ltd
Barbades	ACCROVEN SRL (49%)	Iles Caïmans	Electricite du Benin Holding Ltd
Barbades	Enron (Barbados) International Business Corporation	Iles Caïmans	Enron Agua Colombia Holdings Ltd
Barbades	Zond International Sales Corporation	Iles Caïmans	Enron Agua Panama Investments Ltd
Bermudes	EcoElectrica L.P	Iles Caïmans	Enron Agua Venezuela Ltd
Guam	Enron Guam Piti Corp	Iles Caïmans	ENRON AGUAVEN HOLDINGS LTD
Guernesey	Brunel Insurance Co	Iles Caïmans	Enron Algeria Ltd
Ile Maurice	Azurix Chaoyang Investments Ltd	Iles Caïmans	ENRON AMERICAS Ltd
Ile Maurice	Azurix Suzhou Investments Ltd	Iles Caïmans	Enron Australia Finance Holdings Ltd
Ile Maurice	Enron India CFH Ltd	Iles Caïmans	Enron Australia Holdings Ltd
Ile Maurice	Enron India Regional Development Ltd	Iles Caïmans	Enron Ba Ria Power Company Ltd
Ile Maurice	Enron International Chengdu Power Ltd	Iles Caïmans	Enron Benin Power Ltd
Ile Maurice	Enron International Coastal Development Ltd	Iles Caïmans	Enron Biomass Ltd
Ile Maurice	Enron International Pipegas MHC Ltd	Iles Caïmans	Enron Border Investments Ltd
Ile Maurice	Enron Mauritius Co	Iles Caïmans	Enron BPAC Ltd
Ile Maurice	Enron Mauritius Pakistan Company, L.L.C	Iles Caïmans	Enron Brazil Gas Supply Ltd
Ile Maurice	Enron MHC Gas Distribution Ltd	Iles Caïmans	Enron Brazil Ltd
Ile Maurice	Enron Subcontinental Ventures Ltd	Iles Caïmans	ENRON BRAZIL POWER HOLDINGS 19 LTD
Ile Maurice	TDE Mauritius Ltd	Iles Caïmans	Enron Caribbean Basin Energy Services Ltd
Iles Caïmans	ATLANTIC COMMERCIAL FINANCE BV	Iles Caïmans	Enron Caribbean Finance Ltd
Iles Caïmans	Atlantic India Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron Caribbean Holdings Ltd
Iles Caïmans	Azurix AGOSBA Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron Caribe Holdings Ltd
Iles Caïmans	Azurix Aguas Manquehue Ltd	Iles Caïmans	Enron Caribe Ltd
Iles Caïmans	Azurix Brasil Holdings Ltd	Iles Caïmans	ENRON CAYMAN LEASING LTD
Iles Caïmans	Azurix Brasil Investments Ltd	Iles Caïmans	Enron Changjiang Utilities Holdings Ltd
Iles Caïmans	Azurix Chaoyang Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron China Gas Transport Holdings Ltd
Iles Caïmans	Azurix Chengdu Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron China Ltd
Iles Caïmans	Azurix Chile Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron CI-GH Pipeline Ltd
Iles Caïmans	Azurix China Investments Ltd	Iles Caïmans	ENRON COLOMBIA POWER MARKETING HOLDING LTD
Iles Caïmans	Azurix Colombia Investments Ltd	Iles Caïmans	Enron Columbia Holdings Ltd
Iles Caïmans	Azurix Essbio Ltd.	Iles Caïmans	Enron Communications Asia I, Ltd
Iles Caïmans	Azurix Essel Ltd	Iles Caïmans	Enron Communications India I, Ltd
Iles Caïmans	Azurix Ghana Ltd	Iles Caïmans	Enron Cote d'Ivoire Pipelines Ltd
Iles Caïmans	Azurix Islands Ltd	Iles Caïmans	Enron Development Management Ltd
Iles Caïmans	Azurix Jamaica Ltd	Iles Caïmans	Enron Development Spain Ltd
Iles Caïmans	Azurix Jose Ltd	Iles Caïmans	Enron Dominican Republic Ltd
Iles Caïmans	Azurix Korea Ltd	Iles Caïmans	Enron Dominican Republic Ltd
Iles Caïmans	Azurix Kuwait Ltd	Iles Caïmans	Enron Dominican Republic Operations Ltd
Iles Caïmans	Azurix Lebanon Ltd	Iles Caïmans	Enron Dominicana Holding Limited Partnership
Iles Caïmans	Azurix Ltd	Iles Caïmans	Enron Dominicana LNG Holdings Ltd
Iles Caïmans	Azurix Manaus Investments Ltd	Iles Caïmans	Enron DRI Development Holdings Ltd
Iles Caïmans	Azurix Mendoza Investments Ltd	Iles Caïmans	ENRON ECUADOR TRANSPORTATION HOLDINGS LTD
Iles Caïmans	Azurix Misiones Ltd	Iles Caïmans	Enron Egypt Power Ltd
Iles Caïmans	Azurix Panama Investments Ltd	Iles Caïmans	Enron Electric Brazil Holdings Ltd
Iles Caïmans	Azurix Philippines Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron Electrica de Venezuela Holdings Ltd
Iles Caïmans	Azurix Port Said Limited	Iles Caïmans	Enron Electrica de Venezuela Ltd
Iles Caïmans	Azurix Suzhou Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron Energy Marketing Colombia Ltd
Iles Caïmans	Azurix Tetouan Ltd	Iles Caïmans	Enron Energy Marketing Colombia Ltd
Iles Caïmans	Azurix Vietnam Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron Energy Services South America Ltd
Iles Caïmans	Azuriz Suez Ltd	Iles Caïmans	Enron Ennore Holdings Ltd
Iles Caïmans	Azuriz Tangiers Ltd	Iles Caïmans	Enron Gas de Venezuela Ltd
Iles Caïmans	Bijupira-Salema Development Company Ltd	Iles Caïmans	Enron Gas Trade & Processing Holdings Ltd
Iles Caïmans	BR-VT Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron Ghana Power Holdings Ltd
Iles Caïmans	Buenergia Gas & Power Ltd	Iles Caïmans	Enron Global Communications Ltd
Iles Caïmans	Citadel Corporation Ltd	Iles Caïmans	ENRON GLOBAL FUELS LTD
Iles Caïmans	Compression Projects Finance Ltd	Iles Caïmans	Enron Globalcom Brazil, Ltd
Iles Caïmans	EcoElectrica, Ltd	Iles Caïmans	Enron Guatemala Holdings Ltd
Iles Caïmans	EDC Atlantic Ltd	Iles Caïmans	Enron Hainan Ltd
		Iles Caïmans	Enron Inchon Power Holdings Ltd
		Iles Caïmans	Enron Indonesia Gas Ltd

Iles Caïmans	Enron International Australia Capital Ltd	Iles Caïmans	Enron Papua New Guinea Ltd
Iles Caïmans	Enron International Australia Gas Ltd	Iles Caïmans	ENRON PERU DISTRIBUTION LTD
Iles Caïmans	Enron International Bach Ho Ltd	Iles Caïmans	Enron Philippines Hydroelectric Power Ltd
Iles Caïmans	Enron International Bahia Ltd	Iles Caïmans	Enron Pipeline Uruguay Ltd
Iles Caïmans	Enron International Bangladesh Ltd	Iles Caïmans	Enron Pipeline Uruguay Ltd.
Iles Caïmans	Enron International Bolivia Investments Ltd	Iles Caïmans	Enron Qatar Holdings Ltd
Iles Caïmans	Enron International Central America Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron Qatar Ltd
Iles Caïmans	Enron International China Clean Energy Ltd	Iles Caïmans	ENRON S. A. HOLDINGS LTD
Iles Caïmans	Enron International China Gas Ltd	Iles Caïmans	Enron Sao Paulo Investments Ltd
Iles Caïmans	Enron International Costa Rica Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron Saudi Energy Ltd
Iles Caïmans	Enron International Gansu Gas Ltd	Iles Caïmans	Enron Siam Energy Holdings Ltd
Iles Caïmans	Enron International Global Funding Ltd	Iles Caïmans	Enron Sichuan Holdings Ltd
Iles Caïmans	Enron International Guatemala Ltd	Iles Caïmans	Enron Soc Trang Power Holdings I Ltd
Iles Caïmans	Enron International Hainan Pipeline Ltd	Iles Caïmans	Enron Southern Africa Development Ltd
Iles Caïmans	Enron International Haripur Ltd	Iles Caïmans	Enron Southern Africa Holdings
Iles Caïmans	Enron International Investments Ltd	Iles Caïmans	Enron Taiwan Power Holdings Ltd
Iles Caïmans	ENRON INTERNATIONAL JOHANNESBURG LTD	Iles Caïmans	ENRON TAWEELAH POWER CO
Iles Caïmans	Enron International Korea Energy Ltd	Iles Caïmans	Enron Thai Holdings Ltd
Iles Caïmans	Enron International Korea Investments Ltd	Iles Caïmans	Enron Thailand Ltd
Iles Caïmans	Enron International Korean Steel Company Ltd	Iles Caïmans	Enron Trans-Caspian Ltd
Iles Caïmans	Enron International Mariana Holdings Ltd	Iles Caïmans	Enron Transportadora De Bolivia Ltd
Iles Caïmans	Enron International Mauritius Ltd	Iles Caïmans	Enron Venezuela Services Holdings Ltd
Iles Caïmans	Enron International Mongolia Investments Ltd	Iles Caïmans	Enron VenSteel Ltd
Iles Caïmans	Enron International Morocco Ltd	Iles Caïmans	Enron Victoria Power Ltd
Iles Caïmans	Enron International Nigeria Gas Ltd	Iles Caïmans	Enron Vietnam Power Ltd
Iles Caïmans	Enron International North Bengal Holding Co. Ltd	Iles Caïmans	Enron West Africa Pipeline Ltd
Iles Caïmans	ENRON INTERNATIONAL NORTH SEA LTD	Iles Caïmans	Enron West Africa Power Ltd
Iles Caïmans	Enron International PAL India Ltd	Iles Caïmans	Enron Wind Cayman Holding Corp
Iles Caïmans	Enron International Philippines Energy Ltd	Iles Caïmans	EOG Resources Adu Dhabi Ltd
Iles Caïmans	Enron International Power Barge Ltd	Iles Caïmans	EOG Resources Bangladesh Ltd
Iles Caïmans	Enron International Siam Power Ltd	Iles Caïmans	EOG Resources Kazakhstan Ltd
Iles Caïmans	Enron International Sichuan Gas Investments Ltd	Iles Caïmans	EP InterOil, Ltd (40%)
Iles Caïmans	Enron International Taiwan Ltd	Iles Caïmans	EPCA CIESA Holding L.L.C. Ltd
Iles Caïmans	Enron International Thai-Gen Holdings Ltd	Iles Caïmans	EREC Nepal Development Ltd
Iles Caïmans	Enron International Thailand Ltd	Iles Caïmans	Finven Financial Institution Ltd
Iles Caïmans	Enron International Thailand NSM Ltd	Iles Caïmans	Gazoduc du Benin Holding Ltd
Iles Caïmans	Enron International Tuas Ltd	Iles Caïmans	Geneval Ltd
Iles Caïmans	Enron International Uganda Ltd	Iles Caïmans	Greenfield Shipping Company Ltd
Iles Caïmans	Enron International Xiamen PTA Ltd	Iles Caïmans	Hainan Funding Ltd
Iles Caïmans	Enron International Zambia Holdings Ltd	Iles Caïmans	Hanover/Enron Venezuela Ltd
Iles Caïmans	Enron Japan Strategic Investemnts Ltd	Iles Caïmans	Harfin Capital and Finance Ltd
Iles Caïmans	Enron Jebel Ali Power Ltd	Iles Caïmans	Industrias Electricas de Ventane Ltd
Iles Caïmans	Enron Joliet Pipeline Co	Iles Caïmans	Inversiones Electricas del Caribe Ltd
Iles Caïmans	Enron Korea Anyang/Buchon Power Ltd	Iles Caïmans	Jertovec Management and Finance Ltd
Iles Caïmans	Enron Korea Gas Holdings Ltd	Iles Caïmans	Jedi II limited liability partnership
Iles Caïmans	Enron Korea Seosan Power Ltd	Iles Caïmans	LJM Cayman
Iles Caïmans	ENRON LATVIA HOLDINGS	Iles Caïmans	LJM2 Co-Investment
Iles Caïmans	Enron LNG Atlantic Ltd	Iles Caïmans	Millenium Energy Ltd
Iles Caïmans	Enron LNG Middle East Ltd	Iles Caïmans	Multiva Holdings, Ltd
Iles Caïmans	Enron LNG Power (Atlantic) Ltd	Iles Caïmans	Mynydd Eleri Ltd
Iles Caïmans	Enron Malaysia Power Holdings Ltd	Iles Caïmans	OCC Investment Company Ltd
Iles Caïmans	Enron Mexico Holdings I Ltd	Iles Caïmans	Owenreagh Power Partners Ltd
Iles Caïmans	Enron Morocco Ltd	Iles Caïmans	PGO Holding Company Ltd
Iles Caïmans	Enron Nigeria Power Holding Ltd	Iles Caïmans	Redfield Holding Company Ltd
		Iles Caïmans	Rio Energia Holdings Ltd
		Iles Caïmans	Southern Brazil Electric Holdings Ltd
		Iles Caïmans	Sutton Bridge Financing Ltd
		Iles Caïmans	TRANSBORDER SHIPPING SERVICES LTD
		Iles Caïmans	TVC Communications Ltd
		Iles Caïmans	Vung Tau Power Ltd
		Iles Caïmans	Zond Honduras L.L.C
		Iles Caïmans	zurix Guangdong Holdings Ltd
		Philippines	Enron Development (Philippines) Ltd
		Philippines	Enron Subic Power Corp
		Philippines	Ilijan Power Corp
		Trinidad & Tobago	Enron Gas & Oil Trinidad Ltd
		Turks & Caicos	ENRON CAPITAL LLC
		Turks & Caicos	Smith/Enron Cogeneration Limited (49%)

Pour en savoir plus :

Enron Corp

<http://www.transnationale.org/fiches/817512280.htm>

Autres entreprises implantées aux Iles Caïmans, classées par secteur d'activité :

<http://www.transnationale.org/transnationale/pays/production/cym.htm>

Par exemple: Sara Lee (jambon d'Aoste, cochonou, dim), Coca Cola, PepsiCo, Crédit Lyonnais, Ford.

Dossier paradis bancaires, juridiques et fiscaux :

<http://www.transnationale.org/dossiers/finance/paradis.htm>

Dossier fonds de pension, retraite par capitalisation:

http://www.transnationale.org/dossiers/finance/fonds_pension.htm

La lutte contre la criminalité financière et les paradis fiscaux :

<http://www.attac.org/fra/themes/mondialisation/criminalite.htm>

Profil des entreprises citées:

ChevronTexaco http://www.transnationale.org/fiches/110.htm	JP Morgan http://www.transnationale.org/fiches/-1462096222.htm
Citigroup http://www.transnationale.org/fiches/127.htm	Dynegy Inc. http://www.transnationale.org/fiches/580059978.htm

L'observatoire des transnationales

<http://www.transnationale.org>